



Association de la Bretèche

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Association de la Bretèche

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'Association de la Bretèche,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de la Bretèche relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

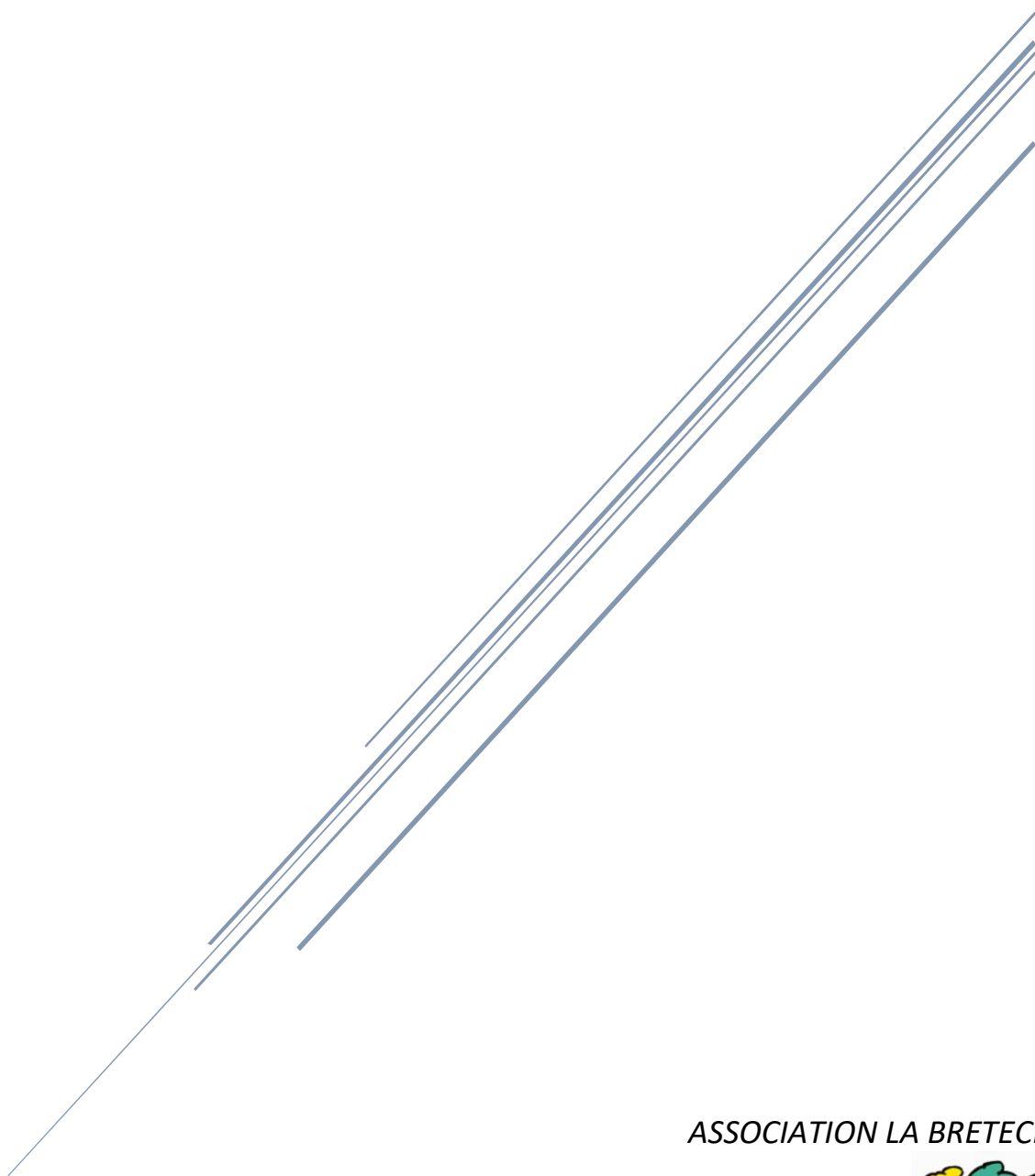
Rennes, le 10 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Marine Billant

PLAQUETTE DES COMPTES ANNUELS 2023



ASSOCIATION LA BRETECHE



BILAN COMPTABLE 2023

COMPTE DE RESULTAT 2023

BILAN ACTIF

	Brut au 31/12/2023	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	323 096	- 281 592	41 504	32 426
Frais d'établissements	83 552	- 83 552	-	-
Frais de recherches et développement			-	-
Concessions, brevets, licences, marques,...	222 748	- 198 040	24 708	19 707
Fonds Commercial			-	-
Immobilisations incorporelles en cours	16 796		16 796	6 644
Avances et acomptes			-	6 075
Immobilisations corporelles	25 675 684	- 15 548 310	10 127 374	10 295 479
Terrains et agencements	2 653 055	- 982 364	1 670 691	1 666 998
Constructions	16 627 586	- 9 951 616	6 675 970	7 046 628
Installations tech., matériel, outillage	2 200 410	- 1 807 060	393 349	348 231
Autres immobilisations corporelles	3 823 851	- 2 807 269	1 016 582	1 117 579
Immobilisations corporelles en cours	368 167		368 167	116 043
Avances et acomptes	2 615		2 615	
Immobilisations financières	829 459	-	829 459	819 619
Participations et créances rattachées	1 036		1 036	1 037
Autres titres immobilisés	17 400		17 400	17 309
Prêts	789 665		789 665	780 570
Autres	21 358		21 358	20 703
Total de l'actif immobilisé	26 828 239	- 15 829 902	10 998 337	11 147 524
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	245 485	- 7 158	238 327	157 705
Matières premières, approvisionnement	9 583		9 583	14 257
Marchandises	235 902	- 7 158	228 744	143 448
Créances	1 321 329	- 12 490	1 308 840	1 916 925
Créances usagers et comptes rattachés	903 562	- 12 490	891 072	1 305 797
Autres	400 744		400 744	600 865
Avances & acomptes versés sur commande	17 023		17 023	10 263
Valeurs mobilières de placements	400 572	- 4 273	396 299	400 572
Instruments de trésorerie			-	-
Disponibilités	9 187 649		9 187 649	8 986 272
Charges constatées d'avance	33 919		33 919	36 809
Total de l'actif circulant	11 188 954	- 23 920	11 165 034	11 498 283
Frais d'émission d'emprunts à étaler	13 299		13 299	15 958
Primes de remb. Des obligations				
Ecart de conversion actif			-	536
TOTAL ACTIF	38 030 492	- 15 853 822	22 176 669	22 662 302

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatif sans droit de reprise	1 134 968	1 134 968
Réserves	12 214 219	12 074 730
Réserves pour projet	7 748 635	7 748 635
Autres réserves	4 465 585	4 326 095
Report à nouveau	- 740 475	- 851 199
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	- 453 349	250 214
<i>Situation nette Sous total</i>	<i>12 155 364</i>	<i>12 608 713</i>
Fonds propres consommables		
-Subventions d'investissements	1 152 066	1 183 478
-Provisions réglementées	3 061 308	3 083 409
Total	16 368 737	16 875 600
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	43 017	43 017
Total	43 017	43 017
PROVISIONS		
Provisions pour risques	161 400	34 000
Provisions pour charges	1 040 880	794 966
Total	1 202 280	828 966
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 227 399	1 477 232
Emprunts et dettes financières divers	5 789	6 009
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	619 097	595 057
Dettes fiscales et sociales	1 990 019	1 985 670
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 878	35 355
Autres dettes	33 755	22 419
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	683 699	792 976
Total	4 562 635	4 914 718
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	22 176 669	22 662 302

COMPTE DE RESULTAT (1/2)

	du 01/01/2023 au 31/12/2023	du 01/01/2022 au 31/12/2022	Var. en val. Annuelle	
			en euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)				
Ventes de marchandises	47 119	51 313	- 4 194	-8%
Production vendue (biens et services)	1 915 136	2 035 129	- 119 993	-6%
Montant net du chiffre d'affaires	1 962 255	2 086 442	- 124 187	-6%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	15 128 250	14 180 716	947 534	7%
Reprises sur prov. Et amort, transfert.	287 780	384 719	- 96 939	-25%
Reprises sur fonds dédiés				
Cotisations				
Autres produits	2 778 248	2 739 951	38 297	1%
Total	20 156 533	19 391 828	764 705	3,9%
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achats de marchandises	27 865	51 606	- 23 741	-46%
Variation des stocks				
Achats de matières pre.et autres approv.	477 370	533 918	- 56 547	-11%
Variation des stocks	- 42 319	14 681	- 57 000	-388%
Autres achats et charges externes	3 817 555	3 510 885	306 670	9%
Impôts, taxes et versements assimilés	972 487	893 578	78 909	9%
Salaires et traitements	10 338 488	9 655 973	682 516	7%
Charges sociales	3 658 103	3 476 247	181 856	5%
Dotations aux amort.et aux prov.				
-Sur immobilisations: dot.aux amort.	1 187 346	1 066 717	120 629	11%
-Sur immobilisations: dot.aux dép.	-	-	-	
-Sur actif circulant: dot.aux dép.	12 091	55 840	- 43 748	-78%
-Pour risques et charges: dot.aux prov.	373 314	-	373 314	#DIV/0!
			-	
Engagements sur fonds dédiés		1 600	- 1 600	
Autres charges	19 822	8 274	11 548	140%
Total	20 842 123	19 269 318	1 572 805	8,2%
Résultat d'exploitation	- 685 590	122 510	- 808 100	-660%
Excédent ou déficit transféré				
Déficit ou excédent transféré				
Produits financiers				
De participation		34	- 34	
D'autres valeurs mobilières et créances	106	11 557	- 11 451	-99%
Autres intérêts et produits assimilés	153 673	17 450	136 223	781%
Reprises sur prov.et dép.transf de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de V.M.P				
Total	153 779	29 042	124 737	430%
Charges financières				
Dotations aux amort.et dép.et prov.	4 273			
Intérêts et charges assimilées	12 219	22 169	- 9 949	-45%
Différence négatives de change		23		
Charges nettes sur cession de V.M.P				
Total	16 492	22 192	- 5 700	-26%
Résultat financier	137 287	6 850	130 437	1904%

COMPTE DE RESULTAT (2/2)

	du 01/01/2023	du 01/01/2022	Var. en val. Annuelle	
	au 31/12/2023	au 31/12/2022	en euros	%
Résultat courant	- 548 303	129 360	- 677 663	-523,9%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	30 987	181 860	- 150 873	-83,0%
Sur opérations en capital	109 016	116 592	- 7 576	-6,5%
Reprises prov.et dép.et transf de charges	22 102	574 422	- 552 321	-96,2%
Total	162 104	872 874	- 710 770	-81,4%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	29 137	543 400	- 514 263	-94,6%
Sur opérations en capital	6 722	173 528	- 166 806	-96,1%
Dotations aux amort.et dép.et aux prov	833	21 951	- 21 118	-96,2%
Total	36 692	738 879	- 702 187	-95,0%
Résultat exceptionnel	125 412	133 995	- 8 583	-6,4%
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices	30 459	13 142	17 316	131,8%
Solde intermédiaire	- 453 349	250 214	- 703 563	-281,2%
TOTAL DES PRODUITS	20 472 416	20 293 744	178 672	0,9%
TOTAL DES CHARGES	20 925 766	20 043 531	882 235	4,4%
Excédent ou déficit	- 453 349	250 214	- 703 563	-281,2%
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES				
Produits				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Total				
Charges				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Personnel bénévole				
Total				

ANNEXE

1. INTRODUCTION

L'Association de La Bretèche est une association à but non lucrative, reconnue d'intérêt général, dont l'objet social est l'accompagnement d'enfants, adolescents et adultes en situation de handicap mental et/ou psychiques.

L'Association de La Bretèche œuvre pour l'épanouissement et l'insertion sociale de ses usagers au sein des structures suivantes :

- Les Foyers de la « Résidence la combe » à St Symphorien et du « Parc des bois » à Rennes
- Les Esat « La Simonière » à St Symphorien et « L'Espoir » à Rennes
- Les SAVS « Sava itinéraire Bis » à Mordelles et « Résidence de la Combe » à Tinténiac
- Les IME de « L'Espoir » à Rennes et de « La Bretèche » à St Symphorien

L'Association La Bretèche accompagne environ 500 usagers au quotidien.

2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice est d'une durée de 12 mois et couvre la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023. L'exercice précédent était également d'une durée de 12 mois.

Les informations ci-après font partie intégrante des comptes annuels, qui ont été arrêtés le 28 mai 2024 par le conseil d'administration.

Les comptes de l'association de la Bretèche regroupent les structures suivantes :

- La Vie Sociale
- La Direction Générale (Siège)
- Les Foyers de la « Résidence la combe » et du « Parc des bois »
- Les Services de restauration de Hédé et de l'Espoir
- Les Esat « La Simonière » et « L'Espoir »
- Les SAVS « Sava itinéraire Bis » et « Résidence de la Combe »
- Les IME de « L'Espoir » et de « La Bretèche »

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

- o Financements courants

Une augmentation capacitaire de 4 places de semi-internat pour le DIME a eu lieu en fin d'année 2022 avec un effet année pleine en 2023 de 148 K€. Une seconde augmentation de 3 places de semi-internat pour le DIME a eu lieu en fin d'année 2023 (arrêté du 13/11/2023) et aura un impact en année pleine sur 2024 de 123 K€

Outre les financements stables, l'association a bénéficié de financements ponctuels (CNR) en 2023 :

Ainsi, l'ARS Bretagne a apporté un soutien financier limitatif sous forme de crédits non reconductibles (CNR) pour accompagner la prise en charge des situations dites « critiques » ou « complexes » à hauteur de 144 k€ sur 2023.

Dans le cadre de la prime Ségur, pour les catégories du personnel exclues de ce dispositif, un accord d'entreprise a été signé en décembre 2023 conduisant au versement d'une prime exceptionnelle individuelle d'un maximum de 1 052 € brut soit une valeur totale versée de 103 K€ (brut + cotisations sociales patronales).

- Financements de l'élévation du point d'indice

L'Association avait bénéficié d'une évolution des financements de +2.35% de la part de l'ARS en 2022 afin de couvrir l'évolution du point d'indice passant de 3.82 € à 3.93 € au 1^{er} juillet 2022.

Le Conseil départemental a attribué une dotation exceptionnelle de 113 K€ au titre des revalorisations salariales sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2023 qui a été versée en totalité en un seul versement sur le troisième trimestre 2023 à l'Association La Brèche. Le financement rentrera dorénavant dans la dotation globale qui a ainsi été revalorisée à hauteur de 79 k€.

- Financements des investissements

En termes d'investissements, l'association n'a pas bénéficié de subvention d'investissement en 2023.

Toutefois, l'avancement des travaux de l'IME Espoir (cf. point suivant) a rendu l'Association en capacité de réclamer une partie de la dernière tranche de la subvention d'investissement pour un montant estimé de 291 K€ en début 2024.

- Travaux de l'IME Espoir

Le projet de restructuration du site de l'IME Espoir a compris plusieurs phases :

- Construction du Pôle Thérapeutique et des réfectoires (phase 1)
- Construction du bâtiment administratif (phase 2)
- Construction de la Maison des aînés et Parking (phase 3)
- Construction de la SIFPRO (phase 4)

La phase 1 a été achevée en août 2017, et la phase 2 a été réceptionnée en mars 2018.

La phase 3 constituée de la Maison des aînés a été réceptionnée le 26/08/2019.

La première partie de la phase 4 finalisée a été réceptionnée et amortie à compter du 1^{er} juillet 2022.

La finalisation du contrat avec l'ARS -PAI CNSA- a été réalisé début 2024 pour une clôture avec versement du solde de l'aide sur le second semestre 2024.

- Acquisition de la maison à Mordelles

Une maison a été acquise à Mordelles en 2022 pour le SAVA Itinéraire bis. Des travaux de réhabilitation ont été réalisés sur l'exercice 2023 avec un surcoût par rapport au montage initial. Le montant total des travaux est de 261 k€

➤ **Résultats de l'exercice**

Budget	31/12/2023	Excédent	Déficit
Vie Associative	-1 009		-1 009
Restauration	0		
ESAT Espoir BC	-75 187		-75 187
ESAT Simonière BC	424 315	424 315	
Gestion libre	348 119	424 315	-76 196
DG	0		
IME Bretèche	-94 172		-94 172
IME Espoir	-94 172		-94 172
ESAT Espoir BS	-179 774		-179 774
ESAT Simonière BS	-318 115		-318 115
Périmètre ARS	-686 233	0	-686 233
Foyer PDB	-47 444		-47 444
Foyer RLCB	-16 000		-16 000
SAVS RLCB	-33 542		-33 542
SAVA Itinéraire Bis	-36 897		-36 897
ESAT SA Simonière	-595		-595
ESAT SA Espoir	19 243	19 243	
Périmètre CD	-115 235	19 243	-134 478
Résultat 2023	-453 349	443 558	-896 907

Le résultat global de l'exercice 2023 s'élève à - 453 349€.

Les évolutions du Compte de résultat sont détaillées au paragraphe 4.1

Tableau de détermination du résultat	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Excédent ou déficit global	- 453 349 €	+ 250 214 €	+ 370 321 €	+394 035 €	+387 747 €
Dont Gestion propre	+ 348 118 €	+ 101 706 €	+329 530 €	+460 784 €	+286 057 €
Dont Gestion contrôlée	- 801 468 €	+ 148 505 €	+40 791 €	- 66 750 €	+101 690 €

L'Association étant soumise au dispositif EPRD depuis le 01/01/2019, il n'est plus procédé à des reprises de résultats antérieurs.

2.2 Modes et méthodes d'évaluation

➤ **Généralités**

Les comptes sont établis dans le respect des principes comptables, afin de donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association et de garantir la qualité et la compréhension de l'information.

Les principes comptables sont :

- Le principe de continuité d'activité,
- Le principe de régularité et de sincérité,
- Le principe de prudence,
- Le principe de permanence des méthodes,
- Le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture,
- Le principe de non-compensation.

Les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables relatives aux associations du secteur médico-social :

- ANC 2018 – 06, ANC 2019-04 et règlements ultérieurs modifiant l'ANC N° 2014-03
- M22 Bis

L'ANC 2018-06 applicable à partir du 01/01/2020, a été mis en œuvre au cours de l'exercice comptable 2020, comme l'impose la réglementation.

➤ **Fiscalité**

L'association étant déclarée d'intérêt général par un rescrit, en date du 11 Janvier 2011, elle est autorisée à procéder à la délivrance de reçus fiscaux. Elle est également autorisée à recevoir des dons.

De plus, du point de vue fiscal, l'association est soumise à l'impôt des sociétés au titre des plus-values sur les placements financiers ; aux plus-values sur les produits locatifs. Par ailleurs, l'association a opté pour l'assujettissement à la TVA des produits commerciaux des ESAT.

➤ **Fonds propres**

Les fonds propres sont constitués des fonds avec ou sans droit de reprise du financeur, des réserves, du report à nouveau et résultats, ainsi que des subventions d'investissements et provisions réglementées.

Les montants concernés sont évalués à leur valeur historique.

Aucune réévaluation d'actif n'a été pratiquée par l'Association.

A noter également, qu'aucun titre associatif n'a été émis par l'Association.

➤ Immobilisations et amortissements

Coût d'acquisition

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées au coût historique.

Les éléments de l'actif immobilisé, à leur entrée dans le patrimoine, sont évalués ainsi :

- Les immobilisations acquises à titre onéreux sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (montant HT + TVA non déductible - rabais, remises, ristournes et escomptes) auquel s'ajoute les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner (ex : frais d'appel d'offres, frais d'études, frais de préparation du site, frais de livraison)
- Les immobilisations acquises à titre gratuit (donations, legs) sont comptabilisées à leur valeur vénale.

Distinction immobilisations/charges

Les investissements d'une durée de vie supérieure à un an et porteurs d'avantages économiques sont considérés comme des immobilisations. Sont également considérés comme des immobilisations :

- Tout équipement complet de matériel et outillage, de matériel de bureau et de matériel informatique, acquis dans le cadre d'un équipement initial ou d'un renouvellement complet, significatif par la quantité (lot),
- Les dépenses de mise en conformité liées à la sécurité des personnes et/ou à l'environnement,
- Les dépenses de remplacement d'un montant significatif qui ont pour effet d'augmenter de manière fiable la durée de vie des biens.

Amortissement des immobilisations

L'association applique l'amortissement linéaire avec un prorata temporis à compter de la date de mise en service de l'immobilisation.

Approche par composant

L'association applique la méthode des composants pour toutes les constructions récentes.

Durées d'amortissement

Les taux sont fixés par l'association en fonction du rythme de consommation du potentiel de service de l'actif (durée d'utilisation de l'immobilisation).

Les durées d'amortissements retenues par l'association sont :

Immobilisations par comptes	Durées
Immobilisations incorporelles	
201-Frais d'établissement	2 à 5 ans
203-Frais de recherche et de développement	2 à 5 ans
205-Brevets, licences, etc.	2 à 5 ans
Immobilisations corporelles	
212-Agencements et aménagements de terrains	3 à 30 ans
213-Constructions	5 à 50 ans
214-Constructions sur sol d'autrui	5 à 30 ans
215-Installations techniques	3 à 20 ans
218-Autres immobilisations corporelles	2 à 20 ans

Dépréciation d'actifs

Une dépréciation des actifs est constatée lorsque la valeur de marché devient inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

➤ **Stocks**

Les produits et marchandises stockés sont évalués au coût d'achat pour les biens achetés et au coût de production pour les biens relatifs à la pépinière.

Le coût de production s'entend comme la valorisation du rempotage réalisé par les travailleurs d'ESAT. Cela intègre les coûts suivants :

- Main d'œuvre : estimation du temps de travail nécessaire au rempotage selon la taille du contenant valorisée selon le coût moyen d'une heure de travail effective rémunérée
- Produits nécessaires au rempotage (Pots, Terreau, Engrais...)
- Coût d'achat du végétal repoté

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur de marché devient inférieure à la valeur nette comptable.

➤ **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont dépréciées dès lors qu'il existe un risque de perte de valeur à la clôture de l'exercice.

➤ **VMP**

Les VMP sont évaluées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une dépréciation dès lors que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale à la clôture de l'exercice.

➤ **Subventions d'investissement**

Lorsque les immobilisations financées sont amortissables, la reprise de la subvention s'opère au même rythme que la dotation aux amortissements des biens concernés sur la base du taux de subventionnement.

➤ **Provisions**

Provision réglementée pour renouvellement des immobilisations

Sont considérés comme des financements PRI, les crédits alloués par les financeurs destinés à réduire l'impact des surcoûts de projets d'investissement.

L'association reprend les provisions dès que les biens financés ont été mis en service et que la comptabilisation des charges d'amortissements et/ou financières (intérêts bancaires) débute.

La reprise de la provision au compte de résultat a pour effet de neutraliser, partiellement ou en totalité, le montant des dotations à l'amortissement et des charges financières lié aux biens financés au niveau des résultats de l'exercice.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources, précisées quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant est incertain, au profit des tiers. Il doit être certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie pour l'association ; ou bien sans contrepartie équivalente.

Les **provisions pour risques** sont constituées sur la base des éléments de charge connus à la clôture de l'exercice et actualisées annuellement.

L'association comptabilise, notamment, dans cette catégorie les provisions pour litiges constituées sur la base des demandes des plaignants pondérées par l'analyse du risque faite par l'établissement.

L'association comptabilise également des **provisions pour pensions**. L'établissement procède à l'enregistrement de ses engagements au titre des départs à la retraite, selon la méthode dite actuarielle conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02, estimée par le logiciel de gestion des Ressources Humaines.

Les critères retenus pour cette estimation sont les suivants :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Evolution annuelle des salaires : 1,50%
- Taux monétaire : 3,30%
- Taux de charges patronales : 40%
- Dont Taux de taxes sur les salaires 10%
- Turn Over : Moyen
- Table de mortalité : INED 2016-2018

Nous précisons que la société a souscrit à un contrat « Extension Fin de carrière » pour une valeur nominale de 315 K€. Le versement effectué à l'organisme extérieur est destiné à couvrir partiellement l'engagement de l'association vis-à-vis de ses salariés.

En contrepartie, la provision pour retraite a été reprise pour ne faire apparaître au bilan que le montant de l'engagement non couvert. La provision pour retraite s'élève donc à 1 041 K€ au 31/12/2023.

➤ **Emprunts**

L'association n'a pas souscrit d'emprunt structuré et n'a pas recours au SWAP de taux d'intérêt.

➤ **Dettes**

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

➤ **Séparation des exercices**

Produits à recevoir

L'association comptabilise un produit à recevoir lorsque le produit est un produit connu avec certitude à la clôture de l'exercice N mais que la pièce comptable correspondante n'a pas encore été émise ou reçue.

Ces produits à recevoir peuvent correspondre à :

- Des factures à établir (ventes).
- Des produits notifiés mais non encaissés.
- Des allocations adultes handicapés (mois de décembre).

Produits constatés d'avance

Concernant les dotations, lorsque la notification porte sur une période excédant celle de l'exercice, le montant comptabilisé sur l'exercice est déterminé au prorata des périodes concernées.

Lorsqu'une subvention d'exploitation est allouée à l'association mais que la charge correspondante n'a pas été réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Lorsqu'une recette diverse a été intégralement facturée par l'association alors que la prestation correspondante n'a pas été intégralement réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Intérêts courus non échus

Les intérêts sur emprunts dus au 31 décembre mais non échus sont valorisés conformément aux modalités de calcul applicables à chaque emprunt contracté ; dès lors que l'ICNE est significatif (supérieur à 1000 euros).

Charges à payer

Les charges à payer sont valorisées sur la base des montants engagés. Les charges à payer rattachées à l'exercice comprennent :

- La valorisation des marchandises et prestations réceptionnées non comptabilisées (factures fournisseurs non parvenues), effectuée sur la base des montants engagés,
- La valorisation des charges de personnel et charges afférentes (dettes fiscales et sociales), effectuée après recensement des éléments à rattacher à l'exercice sur la base des éléments connus, et notamment la provision pour congés payés.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont identifiées et valorisées après revue de la périodicité de facturation des principales prestations récurrentes comptabilisées (contrats de maintenance, assurances, loyers, téléphone, énergie et fluide, etc.).

2.3 Changements de méthodes

Il n'y a pas eu de changement de méthodes au cours de l'exercice 2023.

3. Notes relatives aux postes du bilan

Les tableaux ci-après présentent la variation entre la situation au 31/12/2022 et la situation au 31/12/2023.

3.1 Tableau des immobilisations

RUBRIQUES	31/12/2022	Augm.	Diminutions	31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	83 552			83 552
Frais d'études, de recherche et de développement	-			-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	212 115	15 761	5 127	222 749
Autres immobilisations incorporelles	-			-
Immobilisations incorporelles en cours	12 719	22 792	18 715	16 796
TOTAL Immobilisations incorporelles	308 386	38 553	23 843	323 096
Immobilisations corporelles				
Terrains	878 686			878 686
Agencements	1 706 944	67 426		1 774 370
Constructions	16 363 914	271 775	8 104	16 627 586
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 064 292	159 276	23 159	2 200 410
Autres immobilisations corporelles	3 666 509	258 410	101 069	3 823 851
Immobilisations corporelles en cours	116 043	288 820	34 081	370 782
TOTAL Immobilisations corporelles	24 796 388	1 045 708	166 412	25 675 684
TOTAUX	25 104 774	1 084 261	190 255	25 998 780

3.2 Immobilisations financières

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2023
261	Titres de participation	1 036	1 036
273	Titres	17 309	17 400
2748	Autres prêts	780 570	789 665
275	Dépôts - cautionnements	20 703	21 358
TOTAL		819 618	829 459

3.3 Tableau des amortissements

RUBRIQUES	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	83 552			83 552
Frais d'études, de recherche et de développement	-			-
Concessions et droits similaires, brevets, licences	192 408	10 760	5 127	198 040
Autres immobilisations incorporelles	-			-
Total Immobilisations incorporelles	275 959	10 760	5 127	281 592
Immobilisations corporelles				
Terrains et agencements	918 631	63 733		982 364
Constructions	9 317 287	642 433	8 104	9 951 616
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 716 061	113 325	22 326	1 807 060
Autres immobilisations corporelles	2 548 929	357 094	98 754	2 807 269
Total Immobilisations corporelles	14 500 908	1 176 585	129 184	15 548 310
TOTAUX	14 776 868	1 187 345	134 311	15 829 901

3.4 Evaluation et comptabilisation des stocks

Compte	Nature des stocks et des en-cours	Stock final (SF) au 31/12/2023	Niveau initial des dépréciations au 31/12/2022	Reprises des dépréciations existantes	Dépréciations nécessaires au 31/12/2023	Niveau final des dépréciations au 31/12/2023
C/32	Autres approvisionnements	9 583	0	0	0	0
C/37	Stocks de marchandises	235 902	-45 461	45 461	-7 158	-7 158
TOTAL		245 485	-45 461	45 461	-7 158	-7 158

3.5 Comptes de régularisation rattachés aux postes de créances et charges constatées d'avance

Montant des principaux produits à recevoir	31.12.2022	31.12.2023
Factures à établir	564 962	186 962
Etat – produits à recevoir	45 061	24 637
Etat - Subvention à recevoir		300 000
RRR à recevoir	1 664	4 591
Produits divers à recevoir	177 112	3 765
Organismes sociaux – produits à recevoir	25 984	4 314
Intérêts courus	16 362	129 957
Charges constatées d'avance	36 809	33 919

3.6 Etat des échéances des créances

CREANCES	Montant brut	Echéances < ou = 1 an	Echéances > 1 an
Créances de l'actif circulant			
Avances et acomptes	17 023	17 023	
Créances usagers et comptes rattachés	903 562	903 562	
Etats et collectivités	353 191	353 191	
Personnel et Organismes sociaux	4 686	4 686	
Débiteurs divers	42 867	42 867	
Total des créances	1 321 329	1 321 329	

Le montant des créances provisionnées en raison d'un risque de non-recouvrement s'élève à 12 490 €.

3.7 Détail des valeurs mobilières de placement

Compte	Situation des valeurs mobilières de placement	31/12/2022	31/12/2023	Niveau initial des dépréciations au 01/01/n	Reprises des dépréciations existantes (d)	Dépréciations nécessaires au 31/12/N (e)	Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d)
C/506	Obligations	400 572	400572	-	-	4 273	4 273
C/507	Bons du Trésor						
C/508	Autres valeurs mobilières						
TOTAL		400572	400572	-	-	4 273	4 273

3.8 Variation des fonds propres

RUBRIQUES	31/12/2022	Variation à la hausse	Variation à la baisse	31/12/2023
Apports/Fonds propres sans droit de reprise	1 134 968			1 134 968
Réserves				
Excédents pour projets	7 748 635			7 748 635
Excédents affectés à l'investissement	3 403 877			3 403 877
Réserve de trésorerie/BFR	421 483			421 483
Réserves de compensation	500 736	212 770	-73 280	640 225
Total	12 074 731	212 770	-73 280	12 214 220
Report à nouveau	-851 199	31706	79 019	-740 474
Report à nouveau excédentaire	543 712	250 210		793 922
Report à nouveau déficitaire	-1 394 911	-218 505	79 019	-1 534 397
Résultat de l'exercice	250 214	-453 349	-250 214	-453 349
Subventions d'investissement	1 183 478	65 646	-97 059	1 152 065
Provisions réglementées				
Provisions réglementées BFR	0			0
Provisions réglementées PRI	639 138		-22 102	617 036
Produits financiers et valeurs nets d'actifs	2 444 272			2 444 272
Total	3 083 410	0	-22 102	3 061 308
TOTAL	16 875 601			16 368 737

Affectation des résultats 2022 :

N°	Budget	31/12/2022	Excédent	Déficit	Proposition d'affectation du résultat
10	Vie Associative	-2 192		-2 192	#119 - Report à Nouveau déficitaire
04	Restauration	0			N/A
22	ESAT Espoir BC	-216 313		-216 313	#119 - Report à Nouveau déficitaire
08	ESAT Simonière BC	250 210	250 210		#110 - Report à Nouveau excédentaire
	Gestion libre	31 706	250 210	-218 505	
	DG	0			N/A
01	IME Bretèche	45 075	45 075		Apurement du #115902 à hauteur du solde soit 12 300,95 € / Le solde de 32 774,05 € peut être affecté #1068562 "Reserves de compensation des déficits"
13	IME Espoir	45 075	45 075		Apurement du compte #115902 - Report à nouveau déficitaire
21	ESAT Espoir BS	80 886	80 886		#1068562 - Réserves de compensation des déficits
06	ESAT Simonière BS	7 208	7 208		Apurement du compte #115902 - Report à nouveau déficitaire
	Périmètre ARS	178 244	178 244	0	
24	Foyer PDB	5 609	5 609		#1068562 - Réserve de compensation des déficits
03	Foyer RLCB	-71 723		-71 723	En réduction du #1068562 - Réserve de compensation des déficits
20	SAVS RLCB	36 698	36 698		#1068562 - Réserve de compensation des déficits
02	SAVA Itinéraire Bis	48 421	48 421		#1068562 - Réserve de compensation des déficits
07	ESAT SA Simonière	22 817	22 817		Apurement du #115902 à hauteur du solde soit 14 435,11€. Le solde du résultat soit 8 382 € peut être affecté au #1068562 - Réserve de compensation des déficits
23	ESAT SA Espoir	-1 557		-1 557	Affecté en réduction du #1068562
	Périmètre CD	40 264	113 544	-73 280	
	Résultat 2022	250 214	541 999	-291 785	

3.9 Tableau synthétique des provisions pour risques et charges

RUBRIQUES	31/12/2022	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (dont non utilisées*)	31/12/2023
Provisions pour risques et charges				
C/151 : Provisions pour risques	34 000	127 400		161 400
C/153 : Provisions pour pensions	794 966	245 914		1 040 880
C/158 : Autres provisions pour charges	-			-
TOTAL	828 966	373 314	-	1 202 280
Dépréciations autres que comptes financiers :				-
C/29 : Dépréciation des immobilisations	4 599			4 599
C/39 : Dépréciation des stocks et en-cours	45 461	7 158	45 461	7 158
C/49 : Dépréciation des comptes de tiers	22 950	4 933	15 394	12 489
TOTAL	73 010	12 091	60 855	24 246

3.10 Tableau synthétique des subventions d'équipements transférables

RUBRIQUES	31/12/2022	Montants perçus dans l'exercice	Reprises de l'exercice	31/12/2023
C/ 131 Etats et autres subventions	2 025 149	65 646		2 090 796
C/ 139 Subventions reprises au compte de résultat	- 841 671		97 059	- 938 730
TOTAL	1 183 478	65 646	97 059	1 152 066

3.11 Etat de la dette financière à long et moyen terme

Récapitulatif par prêteur

Prêteur	Encours au 31/12/2023	<1 an	>1 – <5 ans	>5 ans
TOTAL	1 227 399	210 406	762 193	254 801
SG	994 531			
Crédit Agricole	232 867			

Profil d'extinction de la dette

Exercice	Remboursement en capital (en €)	Capital restant dû (en €)
2023		1 227 399
2024	210 406	1 016 993
2025	211 265	805 729
2026	212 128	593 601
2027	183 728	409 872
2028	155 072	254 801
2029	64 759	190 042
2030	34 758	155 284
2031	29 745	125 539
2032	13 980	111 559
2033	14 109	97 450
2034	14 239	83 211
2035	14 371	68 840
2036	14 504	54 335
2037	14 638	39 698
2038	14 773	24 925
2039	14 909	10 015
2040	10 015	0

3.12 Comptes de régularisation rattachés aux postes de dettes et produits constatés d'avance

Montant des principales charges à payer	31.12.2023
Intérêts courus sur emprunts	313
Congés payés	687 414
Charges sociales sur congés payés	337 363
Autres charges de personnel et organismes sociaux à payer (Unifaf, mutuelle, retraite)	42 191
Divers - charges à payer	536
Factures non parvenues	125 037
Produits constatés	683 699

3.13 Etat des échéances des dettes

DETTES	Montant brut 31.12.2023	Echéances < ou = 1 an	Echéances > 1 an et < 5 ans	Echéances > 5 ans
Avances et acomptes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	619 097	619 097		
Dettes fiscales et sociales	1 990 019	1 990 019		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 878	2 878		
Autres dettes	33 755	33 755		
Total des dettes	2 645 749	2 645 749	0	0

3.14 Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme

❖ Caractéristiques générales

Référence emprunt	Etablissement de crédit	Date de signature du contrat	Date d'échéance du prêt	Montant nominal contractuel	Type de taux (F, V ou C) ¹	Taux d'intérêt initial	Taux actuariel initial	Devise	Modalités de remboursement du capital - 2	Périodicité de remboursement du capital - 3
C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit										
Restauration Hédé	Société générale	17/12/2013	déc-23	83.000€	F	2.65%	2.66%	EUR	AC	M
Restauration Hédé	Société générale	15/12/2015	oct-27	175.701,05€	F	1.55%	1.57%	EUR	RCC	M
Restauration Hédé	Société générale	15/12/2015	oct-27	194.798,75€	F	1.55%	1.55%	EUR	RCC	M
IME Hédé	Société générale	17/12/2013	déc-23	80.000€	F	2.65%	2.66%	EUR	AC	M
IME Hédé	Société générale	14/04/2017	mars-29	141.640€	F	0.85%	0.87%	EUR	AC	M
IME Hédé	Société générale	08/11/2019	08/12/2026	50.000 €	F	0.49%	0.49%	EUR	AC	M
ESAT Hédé BS – Renégocié 2020	Crédit coopératif	08/02/2007 Réaménagé 17/01/2020	févr-27	300.000€ Réaménagé 140 715.77€	F	4.25% Réaménagé 0.28%	4.27% Réaménagé 0.40%	EUR	AC	M
ESAT Hédé BS	Société générale	14/03/2017	sept-31	170.000€	F	0.85%	0.86%	EUR	AC	M
IME Rennes	Société Générale	01/07/2014 Réaménagé 06/02/2020	mars-29	1.184.862,48 € Réaménagé 964 534	F	2.15% Réaménagé 0.35%	2.34% Réaménagé 0.37%	EUR	AC	M
ESAT Hédé BC	Société générale	14/03/2017	sept-31	120.000€	F	0.85%	0.86%	EUR	AC	M
ESAT Rennes BC	BFCC	03/11/2010	nov-22	750.000€	F	2.45%	2.63%	EUR	AC	T
ESAT Rennes BC	BFCC	20/06/2008	juin-23	310.000€	F	2.95%	3.15%	EUR	AC	T
SAVA Itinéraire bis	Crédit Agricole	16/03/2022	août-40	250 000 €	F	0,0092		EUR	AC	M

1: F: fixe; V: variable; C: complexe

2: in fine (F), progressif (P), amortissements constants (AC), dégressif (D), variable (V), IC (Intérêts constants), RCC (Rbt constant du capital)

3: annuelle (A), trimestriel (T), mensuel (M), semestriel (S)

❖ Typologie de l'encours de dettes

Structure		Total
(A) Taux fixe simple.	Nombre de produits à rembourser au 31/12/2023	9
	% de l'encours	100%
	Montant en euros	1 227 399

4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Description synthétique du compte de résultat

4.1.1 Produits

Les produits d'exploitation (20 157 K€) sont composés de :

- Chiffre d'affaires des ESAT principalement pour 1 962 K€
- Subventions d'exploitation pour 15 128 K€
 - Dont ARS/CD : 14 388 K€
 - Dont Participation des usagers : 740 K€
- Reprise sur provision et transfert de charge pour 288 K€
- Autres produits pour 2 778 K€ dont principalement :
 - 2 425 K€ d'aide au poste
 - 316 K€ d'indemnités journalières

Les produits financiers, 154 K€, proviennent du produit des livrets et autres placements de l'association.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 162 K€ dont notamment 92 K€ liés à la quote part des subventions d'investissement.

4.1.2 Charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à 20 842 K€ dont notamment :

- Achats de matières premières (477 K€)
- Autres achats et charges externes (3 818 K€)
- Impôts, taxes (972 K€)
- Charges de personnel (13 996 K€)
- Dotations aux amortissements (1 187 K€)

Les charges financières, 16 K€, sont essentiellement composées des charges financières des emprunts.

Les charges exceptionnelles, 37 K€, concernent principalement des opérations de gestion.

Enfin, comme indiqué dans les principes et méthodes comptables, l'association n'est pas assujettie aux impôts commerciaux, à l'exception de l'IS sur les produits financiers et les produits locatifs. L'impôt 2023 s'élève à 30 K€.

4.2 Concours publics perçus :

Le tableau ci-après présente les principaux financements publics enregistrés au compte de résultat (y compris produits à recevoir, et net des produits constatés d'avance)

<i>Financeur</i>	Financements 2021	Financements 2022	Financements 2023
Financements ARS	9 089 905€	9 834 707 €	10 553 806 €
Financements CD (YC part Usager)	3 968 595€	4 052 215 €	4 289 081 €
Financements ASP (Aide aux postes)	2 270 401€	2 394 545 €	2 424 664 €

4.3 Dons :

L'Association n'a pas fait d'appel à la générosité au cours de l'exercice 2023 (comme en 2022).

Elle a toutefois bénéficié de dons à hauteur de 1 194 €.

5. ENGAGEMENT HORS BILAN

Engagements reçus

Les baux à constructions

L'association a enregistré deux baux à constructions avec la société ESPACIL.

❖ Parc Des Bois (17 et 24 février 2012)

Le bail du bâtiment du Parc des bois est assis sur un terrain dont la propriété est celle de l'association de la Bretèche. La parcelle en question a été mise en location à la société ESPACIL pour un loyer libératoire de 1 euro symbolique.

Le bail à construction, constitué pour une durée de 45 ans, couvre la période de 2009 à 2045. Il engage la société ESPACIL à construire et exploiter le bâtiment sur la durée du bail.

En sortie de bail, les constructions édifiées sur ledit terrain (objet du bail à construction) deviendront propriété de l'association La Bretèche.

❖ Foyer Résidence De La Combe (2 février 1981)

Dans un premier temps l'association a consenti le 2 février 1981 un bail à construction à la société ESPACIL, bail d'une durée de 40 ans. Ledit bail fut contacté moyennant un loyer de 1 franc par an.

Par avenant du 19 juillet 2013 le bail à construction a été prorogé pour une durée de 45 ans (du 20/12/2011 au 19/12/2056). Bail conclu moyennant un loyer libératoire de 1 euro symbolique.

Il engage la société ESPACIL à construire et exploiter les bâtiments sur la durée du bail.

En sortie de bail, les constructions édifiées sur le terrain seront la propriété de l'association.

Autre Bail

Dans un premier temps, une sous-location est contractée entre la Fondation de la Salle et l'association le 11 février 1971. Ce bail a été consenti pour une durée de 20 ans (du 01/10/1970 au 01/02/1990).

Dans un second temps, un avenant au précédent bail a été contracté par l'association et la Fondation de la Salle le 22 juin 1987. Ce bail a été consenti pour une durée de 12 ans à effet rétroactif (01/04/1984 au 31/03/1996) ; puis tacite reconduction par période de 12 ans.

Aux termes du bail, les éventuelles constructions édifiées par l'association deviendront propriété de la Fondation de la Salle.

Un avenant au bail est en attente de signature suite au projet de vente par le propriétaire d'une petite parcelle du domaine.

Les garanties bancaires :

Montant	Banque	Dates échéances	Garanties
1 279 000€ réaménagé à 1 166 807€ Réaménagé une 2 nd e fois pour 964 534€	Crédit Agricole Réaménagé SG	2020 > 2029	Garantie initiale du Département à hauteur de 50% pour un emprunt de 1 279 000€ puis Cautionnement solidaire du Département d'IV pour un montant de 639 500€ puis, Suite à renégociation du prêt cautionnement du département d'un montant de 482 267€
170 000€	Société Générale	2017 > 2031	Nantissement d'un compte à terme souscrit à la Société générale à hauteur de 34 000€
120 000€	Société Générale	2017 > 2031	Nantissement d'un compte à terme souscrit à la Société Générale à hauteur de 24 000€.
300 000€	Société Générale	2007 > 2027	Mandat d'hypothéquer sans publication sur l'immeuble La Simonière (cadastré : 317 ZL n°5 et 317 ZL n°6).

Engagements donnés

Néant

6. AUTRES INFORMATIONS

Honoraires des CAC

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de la mission légale de certification des comptes pour l'exercice 2023 s'élèvent à 16 800 € TTC.

Aucune prestation de service entrant dans les services autres que la certification des comptes n'a été mise en œuvre en 2023.

Tableau de synthèse des effectifs

Effectif du personnel au 31/12/2023.

Effectif par établissements	CDI		CDD			Total	Apprentissage
	cadre	non cadres	cadres	non cadres	contrats aidés		
IME Espoir	6	47	2	5	0	60	4
Direction Générale	8	11	0	0	0	19	2
Itinéraire bis	2	5	0	1	0	8	0
Parc des bois	1	10	0	0	0	11	2
La Combe	7	30	0	1	0	38	4
ESAT Simonière	3	18	0	3	0	24	1
Restauration	0	4	0	0	0	4	0
IME Hédé	6	59	0	5	0	70	8
ESAT Espoir	3	21	0	0	0	24	0
Total	36	205	2	15	0	258	21

Information sur le salaire

Les administrateurs de l'association ne perçoivent pas de rémunération.

Les salaires des trois plus hauts cadres dirigeants s'élèvent à 229 K€ brut.

7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Projet de cession

La cession d'une parcelle est en cours dans le cadre d'une opération de travaux avec ESPACIL, aux Iles Chausey à Rennes. La cession devrait intervenir en 2024.

Projet d'acquisition

Un projet d'acquisition immobilier auprès de la mairie de Saint-Symphorien est en-cours en vue d'un éventuel déménagement du « siège social » sur le second semestre 2024.

Réponse AAC AAP

L'association a répondu à un AAC visant à mettre en place un Accueil Temporaire sur le DIME (sur les périodes de fermeture du DIME).

L'association a répondu à un AAP visant à reprendre l'autorisation de deux foyers de vie, pour un total de 14 places (13 places + 1 place d'accueil temporaire).

L'association a fait remonter dans le cadre d'une demande de l'ARS sa capacité à augmenter ses places d'accueil de jour DIME sur 2024 et 2025.

Elle a aussi indiqué sa capacité à répondre à des AAP FAM, MAS et SAMSAH dans le cadre du plan de création de 50 000 solutions et de transformation de l'offre médico-sociale sur la période 2024-2030 annoncé lors de conférence nationale du handicap 2023 et désormais précisées dans une circulaire.